

De France
Dum...
No 886
7-11 Feb
1979

Après le III^e Congrès de la Ligue Communiste révolutionnaire

Le III^e Congrès de la LCR s'est tenu du 26 au 29 janvier. Rouge, organe central de la LCR, titre le compte rendu de ce congrès en soulignant « qu'aucune majorité politique ne s'est imposée ». C'est la même appréciation d'ailleurs qui se dégage des commentaires de la presse. « Climat de crise à la LCR », titre Le Matin du 29 janvier et, pour Le Monde du 30 janvier, « le moins que l'on puisse dire est que la clarté n'a pas jailli du III^e Congrès de la LCR ».

Avant d'en venir à quelques réflexions sur les conclusions du congrès, il convient de souligner que jamais dans la « grande presse », du Matin au Monde en passant par Libération, il n'avait tant été question de l'OCI. Alors que, lorsque celle-ci prend des initiatives politiques, organise manifestations ou meetings (même s'ils rassemblent des milliers de travailleurs et de jeunes), la presse reste silencieuse, au sujet du Congrès de la LCR, au contraire, l'OCI est omniprésente. C'est par rapport au degré d'affinité supposé avec elle que l'on classe les différentes tendan-

ces, par rapport à elle que l'on définit les clivages.

Ce n'est là d'ailleurs que la suite d'un « battage » commencé dès que s'amorcèrent des discussions entre le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale (auquel la LCR est affiliée) et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (auquel l'OCI est affiliée). A en croire Libération du 21 janvier, c'est la question de l'OCI qui a dominé la préparation du congrès : « Le spectre de l'OCIfication de la Ligue a envahi les réunions. »

Et, pour Le Monde du 30 janvier : « La tendance 3 s'est en effet constituée à partir d'une réaction de rejet de la base contre une direction soupçonnée de vouloir conclure une alliance privilégiée avec une autre formation trotskyste, traditionnellement dénoncée dans les rangs de la LCR pour son sectarisme, l'OCI. » Sous la plume du même journaliste, J.-M. Colombani, Le Monde du 26 janvier expliquait que la tendance 3 craignait « un rapprochement, voire une fusion... avec l'OCI ».

On ne peut solidement « recomposer » ni une direction, ni une organisation tout en restant imprécis sur ce genre de problèmes. C'est là, à notre avis, la leçon du III^e Congrès de la LCR. Et s'il y a effectivement des éléments de crise, ce n'est pas parce que la tendance 3 a manifesté une hostilité renforcée à l'égard de l'OCI, mais bien parce qu'elle a créé une situation dans laquelle, non seulement il n'y a pas de nette majorité politique comme le constate Rouge, mais bien une situation dans laquelle il n'y a pas d'orientation puisqu'ont été votées à la fois les thèses présentées par la direction et des amendements qui, sur des points importants, sont en contradiction avec ces thèses.

DES QUESTIONS CENTRALES

D'ailleurs, à sa manière, Le Monde dégage au moins partiellement le contenu du tapage mené autour de l'OCI. J.-M. Colombani y explique en effet que « le rapprochement avec l'OCI » aurait eu pour corollaire l'éloignement de la « LCR des autres formations qui composent l'extrême-gauche » et aurait limité son action « à des appels pour que se reconstruise l'unité du PC et du PS ».

A travers cette grossière caricature, c'est bien le front unique ouvrier, la mise en avant d'une stratégie de mobilisation des travailleurs contre le gouvernement Giscard-Barre qui est la cible. Ce

l'évolution de la vente du quotidien. Et comme Rouge n'est pas un journal parmi d'autres, mais l'organe central d'une organisation, c'est aux problèmes politiques d'ensemble de l'organisation que cette question renvoie.

LA QUESTION DU QUOTIDIEN ROUGE

Nous ne nions nullement l'importance, pour tous ceux qui se prononcent pour le programme de la IV^e Internationale et qui veulent construire sur cette base le parti révolutionnaire, des relations politiques entre la LCR



et l'OCI, et nous y reviendrons. Bien qu'effectivement l'OCI ait été au « centre » des débats, les relations politiques entre l'OCI et la LCR masquaient en fait un débat plus fondamental.

Et si le congrès se termine en effet dans un climat de crise et d'incertitude, c'est parce que ces travaux n'ont pas été centrés sur ce qui était le problème principal auquel l'organisation faisait face, la fin du quotidien Rouge.

La résolution votée à ce sujet par le congrès, après un bref débat, se contente de constater qu'à « elle seule, la situation financière actuelle et ses perspectives pour les mois qui viennent imposent cette décision ».

Mais la « situation financière » ne tombe pas du ciel. Elle procède de données politiques, par exemple, bien évidemment,

Le quotidien, qui aura donc existé pendant plus de deux ans et demi, a-t-il servi l'organisation, a-t-il été un outil utile à sa croissance, à son développement ? En d'autres termes, quel bilan tire-t-on de la politique qui a justifié son lancement et son maintien à travers d'épuisantes campagnes de souscription ? Voilà la question clé à laquelle il n'est pas possible de répondre uniquement par des constatations comptables — pour contraignantes qu'elles soient.

Le fait de n'avoir pas posé cette question comme une question politique centrale a abouti à laisser dans le flou le bilan de la politique d'ensemble de la LCR, son attitude à l'égard de l'Union de la gauche-front populaire, son incompréhension de ce qui se jouait dans la bataille pour le désistement, son flottement quotidien sur l'appréciation de la situation française depuis mars 1978.

sont bien les questions centrales d'une politique révolutionnaire qui n'ont pas été réglées au congrès de la LCR.

Et c'est dans ce contexte que, non « les relations » en soi avec l'OCI, mais la discussion avec elle comme composante du débat international qui doit se développer entre le Secrétariat unifié et le Comité d'organisation prend tout son sens, car, à l'échelle nationale et internationale, le débat ne peut en définitive que porter sur les problèmes essentiels d'une politique révolutionnaire en relation avec les développements de la lutte des classes. C'est bien pourquoi ceux qui ont fait grand bruit sur la « menace » d'une « fusion avec l'OCI » se moquent du monde. Ce n'est pas ce problème qui est aujourd'hui à l'ordre du jour, et l'insistance sur ce point ne visait qu'à entraver l'indispensable développement d'une discussion allant jusqu'aux racines de la crise de la IV^e Internationale.

Les cadres manifestent

« Tournez vos yeux vers la Grande-Bretagne », dit M. Charpentié au gouvernement

Le 29 janvier, 20 000 « cadres » ont manifesté à l'appel de la CGC, dans les rues de Paris et des grandes villes de province, aux cris de « Barre démission, Simone Veil démission, attention aux élections ! », « Barre a menti, Giscard aussi. » C'est la deuxième fois en six mois que les cadres descendent dans la rue.

Les raisons de cette explosion dirigée directement contre le gouvernement sont claires. Cette catégorie sociale, sur laquelle les gouvernements tentent traditionnellement de s'appuyer, pâtit depuis plusieurs années des attaques gouvernementales contre l'ensemble des salariés.

Selon les chiffres de la CGC, plus de 63 000 cadres sont au chômage. Les cadres sont de plus en plus nombreux à voir s'éroder leur pouvoir d'achat : stagnation des salaires et surtout augmentation des charges sociales pesant sur les salariés. Très précisément, les attaques du gouvernement contre le régime général de la Sécurité sociale diminuant le « net à payer » du salaire des cadres ont provoqué la colère manifestée la semaine dernière.

Yvan Charpentié est président de la CGC. Connu pour ses affinités politiques avec la « majorité » — on a même prononcé son nom pour la liste UDF aux élections européennes —, il tire la sonnette d'alarme : « Le fossé est en train de se creuser entre les responsables politiques et ceux qui, à l'intérieur des entreprises,

détiennent les clefs de l'équilibre et de l'avenir économique de la société. »

Le fossé se creuse... Le sol se dérobo sous les pieds du personnel politique de ce régime. Aussi la CGC avait-elle appelé les cadres à manifester le 29 janvier pour « ramener au bon sens les hommes politiques ». Mais les supplications d'Yvan Charpentié n'ont pas été entendues à Matignon. Raymond Barre lui-même a conseillé dédaigneusement aux cadres de « faire de la marche à pied ».

C'est bien la survie des gouvernants qui est en cause... Les slogans lancés par les manifestants du 29 janvier l'attestent : le gouvernement Giscard-Barre perd le

soutien des couches sociales où les gouvernements bourgeois cherchent généralement un crédit. Yvan Charpentié a terminé sa déclaration au Figaro du 29 janvier par ces mots : « De cette survie économique dont l'opinion publique ne mesure peut-être pas totalement la précarité, dépend la paix sociale et au-delà la paix civile tout court (...). N'avons-nous pas cessé de dire à nos gouvernants de tourner leurs yeux vers la Grande-Bretagne ? Des politiques similaires ont abouti à la situation qui (...), au-delà de l'abîme économique, conduit ce pays au bord d'un gouffre dans lequel les excès, les violences, l'absence totale de civisme risquent de le plonger définitivement. »

La manifestation des cadres le 29 janvier.



Au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) de Mme Saunier-Seïté

Dernier carré

« La Fédération des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur ne présentera pas de liste de candidats aux élections du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), le 8 mars prochain. » (Le Monde, 3 février).

Le CNESER, c'est l'organe suprême de la participation, celui

où s'élaborent toutes les « réformes » universitaires gouvernementales.

Les syndicats autonomes regroupent les enseignants dits « modérés », selon le qualificatif qu'ils se sont donné.

Ils sont chaudement partisans de la sélection des étudiants. Mais la crise politique ravageant

les sommets du régime ouvre brèche après brèche dans le dispositif gouvernemental.

Que disent-ils pour justifier cette décision ? « Le CNESER ne sert à rien » (...) « en grande partie parce qu'il ne représente rien. » Ils occupaient dix sièges dans cet organe qu'ils qualifient de « discrédité » contre treize au SNESup-FEN.

La situation est claire. Seuls restent, comme force principale, dans cet organe d'application des mesures gouvernementales de sélection, le SNESup et l'UNEF-Renouveau, dirigés on le sait par le PCF. Le CNESER de Mme Saunier-Seïté n'existe plus, au sens propre, que par eux.

J.-J. S.-S. « balancé »

« Pas de repoussoir sur la liste UDF », déclare Chinaud

Nous avons vu la semaine dernière comment le CDS (Centre démocratique et social) de Lecanuet, aile la plus ardente de l'offensive anti-RPR, encaissait le choc en retour du compromis temporaire entre Giscard et Chirac. Nouvel épisode des déchirements internes des « giscardiens » : J.-J. Servan-Schreiber vient d'annoncer qu'il ne figurera pas sur la liste de l'UDF aux élections européennes.

L'artisan de cette éviction ? R. Chinaud, « giscardien » bon teint et président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. « Nous n'avons pas besoin de repoussoirs sur la liste ! », s'exclamait-il en automne dernier.

« On avait songé, raconte Valeurs actuelles, en général très près des « sources » (22 janvier), à un premier barrage : pas de battus sur la liste. Mais MM. Poniatoski, Diligent, Servan-Schreiber, Mmes Giroud et Saunier-Seïté et d'autres, battus aux dernières élections législatives, eussent été éliminés. L'idée a donc été abandonnée. »

Mais contre « l'homme du président » à Nancy, le battu J.-J. S.-S., tous les moyens sont bons pour régler les vendettas politiques.

Valeurs actuelles (29 janvier) relate l'offensive contre Servan-Schreiber : « Fin novembre, après consultation du chef de l'Etat, M. Chinaud expose son point de vue à MM. Lecanuet, président de l'UDF, et Pinton, délégué général, chargés de l'élaboration de la liste, ainsi qu'à M. Poniatoski, président d'honneur du Parti républicain, et à M.

Blanc, secrétaire général de ce dernier. Il obtient leur accord.

Mme Françoise Giroud, vice-présidente de l'UDF et du Parti radical, tente vainement, en décembre, au cours d'une réunion du bureau de l'UDF, de prendre la défense de M. Servan-Schreiber. »

A Europe 1, le 28 janvier, Servan-Schreiber a déclaré : « Je serai peut-être candidat, mais je ne le serai pas sur la liste UDF. » Sous la table branlante du parti giscardien, d'autres coups de pied se préparent.

Poniatoski, Rocard et l'avenir

« Il y a des hommes qui agissent en fonction du passé, d'autres en fonction de l'avenir. François Mitterrand réagit en fonction de son conditionnement passé. Michel Rocard raisonne en fonction de son imagination de l'avenir. » C'était, le 30 novembre, Michel Poniatoski à propos de « Radioscopie » de Jean-

Inter. Un ami de plus — et non des moindres — sur la longue liste des « amis de Michel Rocard ». On comprend — voir ci-contre — l'acharnement des « sondeurs d'opinion » à confectionner des sondages où Rocard « bat » Mitterrand, grâce aux réponses des électeurs de la